

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 1279

[C — 2010/29198]

25 FEVRIER 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 4 juillet 2008 relatif à la reconnaissance juridique des formulaires électroniques des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 juillet 2008 relatif à la reconnaissance juridique des formulaires électroniques des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII, notamment les articles 1^{er} et 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 octobre 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 octobre 2009;

Vu l'avis n° 47.783/2 du Conseil d'Etat, donné le 8 février 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997 et par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- formulaire : tout document structuré, utilisé dans le cadre d'une procédure, au moyen duquel un usager externe ou interne aux services de la Communauté française adresse des demandes ou échange des informations avec ces dernières;
- formulaire électronique : version informatisée d'un formulaire papier;
- pièce électronique ayant valeur d'un original : tout document sous forme dématérialisée via un fichier émanant directement de son auteur;
- version électronique constituant une copie de la pièce originale : reproduction d'un document original dans un format accepté par les services de la Communauté française afin de rendre possible son envoi par un moyen électronique;
- services de la Communauté française : les Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII;
- données de journalisation : toutes données techniques de connexion ou de trafic enregistrées par les serveurs informatiques des administrations de la Communauté française;
- signature qualifiée : la signature électronique avancée définie à l'article 2, 2°, de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification, certifiée par un certificat qualifié visé à l'article 2, 4°, de cette loi et créée avec un dispositif sécurisé au sens de l'article 2, 7°, de cette loi.

Art. 2. Dès le moment où l'ensemble de la procédure entourant un formulaire électronique a été organisée, le service administratif, dont il relève, procède à sa mise en ligne sur le site de la Communauté française dont l'adresse est www.formulaires.cfwb.be.

Art. 3. Lorsqu'un(e) ou plusieurs signatures ou paraphe(s) sont requis pour assurer la validation d'un formulaire ou d'une pièce qui s'y rattache, cette exigence est remplie par l'utilisation de signatures qualifiées.

L'exigence explicite d'une signature manuscrite ou d'un paraphe manuscrit ne fait pas obstacle à la disposition qui précède sauf s'il est dérogé explicitement au présent arrêté.

Art. 4. L'exigence de la mention "lu et approuvé" ou de toute autre mention manuscrite sont réputées accomplies au moyen de l'indication électronique de la mention par celui qui adresse la demande ou transmet les informations.

Art. 5. L'exigence de sceau ou de cachet se rapportant à une pièce justificative est satisfaite par l'utilisation d'une signature qualifiée, émanant soit de la personne morale titulaire du sceau, soit d'une personne susceptible d'engager cette personne morale, soit encore d'une personne physique titulaire du sceau.

Art. 6. L'exigence d'envoi en plusieurs exemplaires est réputée satisfaite dès que les documents ont été transmis par voie électronique et ce, moyennant le respect des modalités d'envoi prévues pour chaque formulaire électronique.

Art. 7. Sous réserve du droit de chaque service administratif d'exiger, si nécessaire et avant toute prise de décision, la remise par le demandeur de la pièce originale au format papier, les pièces justificatives qui doivent accompagner un formulaire électronique peuvent être remises sous forme électronique.

A défaut de pouvoir remettre une pièce électronique ayant valeur d'original, le demandeur est autorisé à remettre une version électronique constituant une copie de la pièce originale.

Dans cette hypothèse, il accompagne cette pièce d'une déclaration sur l'honneur attestant qu'il est en possession de la pièce originale qu'il conserve à la disposition des administrations de la Communauté française.

Art. 8. Moyennant le respect des modalités d'envoi prévues pour chaque formulaire électronique, un formulaire peut être valablement envoyé par voie électronique et ce, malgré l'exigence d'envoi postal à une adresse déterminée.

L'accusé d'enregistrement transmis au demandeur ainsi que les données de journalisation détenues par les services de la Communauté française font foi, jusqu'à preuve du contraire, de la réception du formulaire et des pièces qui l'accompagnent, ainsi que du moment de cette réception et des données transmises.

Art. 9. L'exigence d'accusé de réception peut être valablement satisfaite par voie électronique.

Art. 10. L'exigence d'envoi recommandé d'un formulaire peut valablement être remplie par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur. En outre, lorsque l'exigence de recommandé s'accompagne d'une exigence

d'accusé de réception, cette exigence peut être rencontrée par tous procédés de recommandé électronique assurant la preuve de la réception de l'envoi par le destinataire et du moment de la réception et établissant avec certitude l'identité du destinataire.

Art. 11. Le décret du 4 juillet 2008 relatif à la reconnaissance des formulaires électroniques des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 12. Le Ministre, en charge de la simplification administrative et de l'e-Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 février 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 1279

[C — 2010/29198]

25 FEBRUARI 2010. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 4 juli 2008 betreffende de juridische erkenning van de elektronische formulieren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 juli 2008 betreffende de juridische erkenning van de elektronische formulieren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII, inzonderheid op de artikelen 1 en 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 oktober 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 oktober 2009;

Gelet op het advies nr. 47.783/2 van de Raad van State, gegeven op 8 februari 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, bij de wet van 8 september 1997 en bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- formulier : elk gestructureerd document dat in het kader van een procedure gebruikt wordt en waarmee een externe of interne gebruiker aanvragen richt aan de diensten van de Franse Gemeenschap of informatie met deze uitwisselt;
- elektronisch formulier : computergestuurde versie van een papieren formulier;
- elektronisch stuk dat de waarde van het origineel heeft : elk document in een immaterieel gemaakte vorm via een bestand dat rechtstreeks van de bewerker komt;
- een elektronische versie die een afschrift van het originele stuk is : reproductie van een origineel document in een formaat dat aanvaard wordt door de diensten van de Franse Gemeenschap zodat het elektronisch bezorgd kan worden;
- diensten van de Franse Gemeenschap : de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren;
- logginggegevens : alle technische aansluitings- of verkeersgegevens geregistreerd door de computerservers van de administraties van de Franse Gemeenschap;
- gekwalificeerde handtekening : de geavanceerde elektronische handtekening bedoeld in artikel 2, 2°, van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten, gecertificeerd op grond van een gekwalificeerd certificaat bedoeld in artikel 2, 4°, van die wet en aangemaakt met een veilig middel in de zin van artikel 2, 7°, van die wet.

Art. 2. Zodra de gezamenlijke procedure betreffende een elektronisch formulier georganiseerd is, brengt de administratieve dienst waaronder het ressorteert het op de website van de Franse Gemeenschap, met name op www.formulaires.cfwb.be.

Art. 3. Indien één of meer handtekeningen of parafen vereist worden voor de validatie van een formulier of van een stuk dat er bij gevoegd is, wordt aan die vereiste voldaan door gebruik te maken van gekwalificeerde handtekeningen.

De uitdrukkelijke vereiste van een schriftelijke handtekening of paraaf vormt geen beletsel voor de voorafgaande bepaling, behalve als er uitdrukkelijk afgeweken wordt van dit besluit.

Art. 4. De vereiste van de melding "gelezen en goedgekeurd" of van elke andere met de hand geschreven melding wordt geacht vervuld te worden d.m.v. van de elektronische opgave van de melding door degene die de aanvraag richt of de gegevens bezorgt.

Art. 5. De zegel- of stempelvereiste betreffende een bewijsstuk wordt vervuld via een gekwalificeerde handtekening, hetzij van de rechtspersoon die houder is van de zegel, hetzij van een persoon die bedoelde rechtspersoon zou kunnen verbinden, hetzij door een natuurlijke persoon die houder is van de zegel.

Art. 6. De vereiste inzake de verzending in verschillende exemplaren wordt geacht vervuld te zijn zodra de stukken langs de elektronische weg zijn bezorgd, met inachtneming van de verzendingsmodaliteiten waarin voor elk elektronisch formulier voorzien wordt.

Art. 7. Onverminderd het recht van elke administratieve dienst om desnoods en vóór elke besluitvorming te eisen dat de aanvrager het originele stuk op papier bezorgt, mogen de bij een elektronisch formulier te voegen bewijsstukken elektronisch bezorgd worden.

Indien het niet mogelijk is om een elektronisch stuk te bezorgen dat de waarde van het origineel heeft, mag de aanvrager een elektronische versie bezorgen die een afschrift van het originele stuk is.

In dit geval laat hij dat stuk vergezeld gaan van een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat hij in het bezit is van het originele stuk, dat hij ter beschikking houdt van de administraties van de Franse Gemeenschap.

Art. 8. Mits naleving van de verzendingsmodaliteiten waarin voor elk elektronisch formulier voorzien wordt, kan een formulier rechtsgeldig verzonden worden langs de elektronische weg ondanks de vereiste inzake postverzending naar een welbepaald adres.

Het bericht van registratie overgemaakt aan de aanvrager alsook de logginggegevens waarover de administraties van de Franse Gemeenschap beschikken, gelden als bewijs van ontvangst van het formulier en de bijgevoegde stukken, alsook van het tijdstip van ontvangst, en van de overgemaakte stukken, behoudens tegenbewijs.

Art. 9. De vereiste inzake bericht van ontvangst kan rechtsgeldig vervuld worden langs de elektronische weg.

Art. 10. De vereiste inzake aangetekende verzending van een formulier kan rechtsgeldig vervuld worden via technieken inzake aangetekende elektronische verzending die het bewijs leveren van de verzending en van het tijdstip ervan, alsook van de identiteit van de verzender. Als de vereiste inzake aangetekende verzending bovendien gepaard gaat met een vereiste inzake bericht van ontvangst, kan ze vervuld worden via alle technieken inzake elektronische verzending die het bewijs leveren van de ontvangst van de verzending door de geadresseerde en van het tijdstip ervan alsook, met zekerheid, van de identiteit van de geadresseerde.

Art. 11. Het decreet van 4 juli 2008 betreffende de juridische erkenning van de elektronische formulieren van de Diensten van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII, treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 12. De Minister bevoegd voor de Administratieve vereenvoudiging en e-government, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 februari 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2010 — 1280

[C — 2010/29202]

4 MARS 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009 relatif à l'examen d'admission aux études organisées dans les Hautes Ecoles, en application de l'article 22, § 1^{er}, 5^o, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, notamment l'article 22, § 1^{er}, 5^o inséré par le décret du 30 juin 2006 et modifié par le décret du 30 avril 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009 relatif à l'examen d'admission aux études organisées dans les Hautes Ecoles en application de l'article 22, § 1^{er}, 5^o, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 décembre 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 décembre 2009;

Vu les procès-verbaux de la concertation du 6 janvier 2010 avec les organisations représentatives des étudiants, organisée conformément à l'article 32 du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire;

Vu la consultation du mardi 9 février 2010 avec les pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement, organisée suite à l'article 5 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

Après consultation du Conseil général des Hautes Ecoles le 18 juin 2009;

Vu l'avis n° 47.717/2 du Conseil d'Etat, donné le 8 février 2010 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997 et par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009 relatif à l'examen d'admission aux études organisées dans les Hautes Ecoles, l'article 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. L'examen d'admission aux études organisées dans les Hautes Ecoles comprend une seule session par an organisée entre le 25 août et le 14 septembre précédant l'année académique souhaitée. »

Art. 2. A l'article 4, alinéa 2, les mots « enseignement supérieur agricole » sont remplacés par les mots « enseignement supérieur agronomique »; les mots « enseignement supérieur artistique » sont remplacés par les mots « enseignement supérieur des arts appliqués »; les mots « un enseignant pour chaque matière visée à l'article 6, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « au moins un enseignant pour chaque matière visée à l'article 5, 2^o et à l'article 6, alinéa 3 ».